

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43, rue Duroselle  
16 000 Angoulême

Angoulême, le 06/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SRPVI ex SRT Verre ex SRTV Ménager**

Rue Louis Blériot  
ZA Fief du roy  
16 100 Châteaubernard

Références : 2024\_1617\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007201925

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2024 dans l'établissement SRPVI ex SRT Verre ex SRTV Ménager implanté Rue de Bellevue 16 100 Merpins. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection réalisée le 12/08/2024 a relevée que le site de Merpins n'était pas clôturé dans sa totalité. Dans son rapport, l'inspection a demandé une mise en conformité du site en clôturant intégralement l'installation afin d'en interdire l'accès. Mr Maladry (SRPVI) et les propriétaires du terrain (Mr et Mme Schneid) ont sollicité une réunion sur site avec l'inspection, ceci dans le but de clarifier la situation. En effet, les propriétaires soulignent que la demande de la DRIRE, antérieure à 2010, était de mettre en place des merlons en limite de propriété.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SRPVI (ex SRT Verre ex SRTV Ménager)
- Rue de Bellevue 16 100 Merpins
- Code AIOT : 0007201925
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SRPVI dispose sur le site de Merpins d'une installation, soumise à déclaration, de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre (rubrique 2715 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement [ICPE]).

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Sécurité/sûreté

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 2.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

(2) Arrêté du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Envois de poussière	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, Annexe I, articles 3.7 et 6.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des justificatifs (devis et calendrier des travaux) sont demandés à l'exploitant sur la mise en conformité de son installation, notamment la mise en place d'une clôture sur l'intégralité du périmètre du site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/10/2010, Annexe I, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès au site
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>L'installation est ceinturée d'une clôture, de manière à interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des déchets à traiter. [...]</p>
<b>Constats :</b> Le site comporte une clôture sur environ deux tiers de son périmètre. Le tiers restant se compose d'un merlon d'environ 2,5 m de hauteur longeant des vignes et n'empêche en aucun cas de pénétrer dans l'installation. L'inspection a apporté une précision sur l'évolution de la réglementation avec l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 15/10/2010 en précisant que la pose de cette clôture incombe à l'exploitant de l'ICPE. Un constat est fait d'une entente entre SRPVI et les propriétaires. Ces derniers indiquent prendre en charge l'étude et la réalisation de la dite clôture, conformément à l'arrêté cité ci-dessus. L'exploitant a transmis après l'inspection un devis établis le 21/12/2024 par la société FORT Bâtiment et validé le 06/01/2025 par la société SRPVI consistant à des travaux de clôture sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de fournir un calendrier prévisionnel des travaux. L'absence de réalisation de cette action corrective et de transmission des justificatifs associés expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Envois de poussière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/10/2010, Annexe I, articles 3.7 et 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Envois
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Article 3.7. Envois</i> L'installation met en œuvre des dispositions pour prévenir les envois de déchets notamment lors de leur chargement/déchargement.</p> <p><i>Article 6.1. Captage et épuration des rejets à l'atmosphère</i> [...] Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes émissions de poussières, l'exploitant prendra les dispositions utiles pour limiter la formation de poussières.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la réunion, le site et, plus précisément, les voies de circulation ainsi que l'espace de chargement, sont propres (cf. photographies ci-dessous). L'exploitant confirme respecter son engagement pour éviter l'envol de poussières en balayant régulièrement le site.</p> <p><b>L'exploitant est invité à pérenniser les actions en place pour limiter les envois de poussières et de les renforcer aux périodes les plus propres aux envois et notamment en période estivale.</b></p> <div style="display: flex; justify-content: space-around;">   </div> <div style="display: flex; justify-content: space-around;">  </div>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite